DIAL 2825

AMÉRIQUE LATINE - Risque de crises et de ruptures dans le mouvement indigène latino-américain

Marcos Matías Alonso

vendredi 16 septembre 2005, mis en ligne par Dial

Outre leurs difficultés habituelles face aux Etats nationaux et aux intérêts économiques qui convoitent leurs territoires et leurs ressources, les peuples indigènes des Amériques doivent faire face à des nouveaux dangers et des nouveaux défis à l'intérieur même de leurs organisations. Dans le contexte du prochain Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des Amériques en novembre prochain, Marcos Matías Alonso, anthropologue mexicain d'origine náhuatl, membre du Forum permanent sur les questions indigènes des Nations unies, tire la sonnette d'alarme dans cet article paru dans ALAI, 25 août 2005.

L'année 2005 a été extrêmement compliquée pour le mouvement indigène sud-américain. Dans certains pays, la relation des peuples indigènes avec les Etats nationaux reste toujours conflictuelle. Sur la scène internationale et régionale, le panorama n'est guère encourageant non plus.

Ces réflexions mettent l'accent sur trois processus récents qui menacent l'unité des peuples indigènes d'Amérique latine. Nous pencher sur la crise, la rupture et la division entre les dirigeants et les représentants des peuples indigènes doit nous obliger à prendre, avec sérénité, les meilleures décisions possibles, en privilégiant l'intérêt suprême de nos peuples indigènes. Il n'est jamais trop tard pour réfléchir, évaluer et faire un bilan politique de l'effet positif et/ou négatif de nos actions et décisions.

Les désaccords indigènes à Genève

En avril dernier s'est ouvert un débat pour suspendre temporairement ou définitivement le Groupe de travail intersessions sur le projet de déclaration sur les droits des populations autochtones à la Commission des droits de l'homme de l'ONU. A l'épicentre du conflit s'est trouvé comme acteur principal le Conseil international des traités indiens (CITI) et aussi la Conférence circumpolaire inuit et la Fondation Tebtebba. Un premier groupe d'organisations était favorable à un arrêt o à une suspension temporaire et le second à la rénovation du mandat du Groupe de travail intersessions. Lors de la prise de décisions des diverses instances de l'Organisation des Nations unies, c'est la seconde stratégie qui a été choisie.

Les deux groupes d'organisations indigènes internationales ont cherché auprès de diverses régions du monde des soutiens et des adhésions pour appuyer leur position. Des dizaines d'organisations indigènes d'Amérique latine se sont solidarisées avec l'une ou l'autre des deux options. Leur incapacité à dépasser la polarisation des positions a fait courir le risque d'une rupture du mouvement indigène latino-américain. Dans des cas extrêmes, plusieurs organisations indigènes en vinrent à manifester leur appui simultané aux deux positions. Ce fut le cas de quelques dirigeants indigènes du Mexique et d'Abya Yala [1].

Depuis Mexico, nous exhortons expressément le mouvement indigène international à dépasser les positions divergentes et à travailler à la recherche d'un consensus. Nous suggérons aussi de faire un bilan de l'expérience pour ne pas répéter les mêmes erreurs sur la scène régionale et internationale. De même, nous recommandons au conclave des dirigeants indigènes qui participent au processus de négociation dans le système des Nations unies de faire tous les efforts nécessaires en vue d'un consensus pour éviter la menace de scission qui attenterait à l'unité de vision et de position. Le spectacle de la confrontation entre les dirigeants indigènes nous fait perdre le peu de force politique construite pendant les longues années de lutte ardue. Nous ne pouvons pas nous permettre le luxe de ruiner l'espérance de nos peuples.

La crise de la COICA

La crise de la COICA (Coordination d'organisations indigènes du bassin amazonien) a éclaté avec la célébration simultanée de son VIIe Congrès général dans deux lieux en même temps. Vingt et une années de lutte se sont effondrées, faisant échouer les idéaux et les rêves des peuples d'Amazonie.

La restauration de leur image institutionnelle qui se réduit en miettes jour après jour est une urgence politique que les fondateurs de cette organisation régionale doivent prendre en compte sans délai.
Du 20 au 25 juin, quelques organisations membres de la COICA se mobilisent pour célébrer leur VIIe Congrès général en Guyane française. Les délégués discutent de l'agenda, arrivent à des accords et décident de nommer un nouveau conseil de direction, conduit par Jocelyn Therse, coordinateur général, à la place de Sebastiao Manchinery.

Deux jours seulement après la célébration du Congrès de la COICA en Guyane, d'autres organisations membres, appartenant de plein droit à la COICA, se réunissent aussi du 27 juin au 1er juillet pour tenir leur VIIème congrès général à Santa Cruz de la Sierra, en Bolivie. Le soir du 30 juin, les délégués assistant à la réunion donnent lecture de l'Acte du congrès et font jurer les membres de leur nouvelle direction pour la période 2005 à 2009. Ils nomment comme coordinateur général de la COICA Egberto Tavo Chipunavi, ex-président de la CIDOB (Confédération des peuples indigènes de Bolivie) et originaire du peuple cavineño [2]. Sebastiao Manchinery est aussi remplacé. Dans les pays de la zone d'influence de la COICA et au niveau international, la confusion règne sur la légitimité et la légalité du nouvel interlocuteur institutionnel. Les organisations indigènes d'Amazonie traversent une crise sévère. En moins de 6 mois, leurs divisions ont éclaté. Leurs organisations s'affrontent et leur propre coordination générale a deux Conseils de direction avec des structures de mandat parallèles. Devant cette situation, nous devons nous demander : est-ce une bataille fratricide dans laquelle s'expérimentent des stratégies de scissions pour s'appliquer à d'autres régions d'Abya Yala ? Sommes-nous devant un plan transnational pour détruire le mouvement indigène en Amérique latine ? Est-ce un problème local ou y a-t-il des forces internationales et géopolitiques intéressées par l'expansion du marché mondial en Amazonie ?

Rodrigo de la Cruz, un des brillants intellectuels indigènes qui est un des meilleurs connaisseurs de l'Amazonie et de la COICA, réfléchit sur quelques-uns de ces thèmes.

« Les stratégies géopolitiques des organismes internationaux et des pays développés en ce qui concerne le bassin de l'Amazonie visent à établir les conditions politiques et juridiques favorables à l'exploitation irrationnelle des ressources naturelles stratégiques, comme le sont les hydrocarbures, les mines, la biodiversité, le bois, l'eau et les connaissances ancestrales des peuples indigènes. La construction d'axes routiers clés dans le bassin amazonien et la déclaration de qu'on appelle couloirs biologiques sont seulement un exemple de cette réalité ; paradoxalement ceux-ci se trouvent sur les territoires indigènes. J'ai eu l'occasion de voir de près les énormes intérêts qu'il y a derrière les ressources stratégiques dans tout le bassin amazonien de la part des entreprises multinationales d'extraction et de la part des Etats, et à plus d'une occasion, j'ai constaté en personne, lors des débats et des dits « dialogues » où, avec une haute et profonde conviction de leurs intérêts en tant que peuples, des positions politiques étaient prises sur des sujets comme les zones protégées, les ressources génétiques, la propriété intellectuelle, la gestion des forets, des hydrocarbures et des mines. »

Luis Macas, autre éminent intellectuel indigène et président de la CONAIE, considère qu'il y a « un plan pervers de division des organisations indigènes d'Amérique latine pour nous arracher les principales

sources d'eau douce de la planète, les gisements de pétrole, les minerais et les ressources de la biodiversité ».

Pour lui il n'y a pas de doute que les principaux ennemis des peuples indigènes d'Amazonie sont les entreprises pétrolières transnationales et les divers accords d'intégration économique que les gouvernements locaux et extra-régionaux mettent en place dans les territoires indigènes.

Ce sont là quelques-unes des principales raisons pour affaiblir une des principales organisations régionales. Démanteler la COICA, c'est supprimer une des organisations les plus fortes pour la défense des droits des peuples indigènes d'Amazonie et d'Amérique latine. Rendre muette la COICA, c'est étouffer une voix qui défend les Amazoniens de la déprédation et du pillage de leurs ressources stratégiques. Condamner la COICA à une guerre de dirigeants indigènes contre des dirigeants indigènes, c'est les provoquer à se dévorer les uns les autres. Ecarter la COICA de la région amazonienne, c'est ouvrir le marché aux transnationales et à la commercialisation des terres, des forêts et des eaux.

En mémoire des grands dirigeants qui ont fondé la COICA, on ne doit pas permettre le déroulement impitoyable d'un tel scénario. Les générations présentes et futures des peuples amazoniens ne pardonneraient pas non plus de ne pas agir et d'être incapable d'avoir des actions cohérentes et de défendre les besoins communs. L'intérêt suprême de nos peuples doit prévaloir sur n'importe quel différend individuel ou de groupe.

Je garde un certain espoir que la COICA aura la capacité d'agir et de résoudre le conflit qui la frappe. Elle doit reprendre le rôle de leader régional qui l'a caractérisée pendant plus de deux décennies et brandir de nouveau les droits que réclament les peuples amazoniens. Peu de jours, de semaines et de mois se sont passés depuis l'aggravation de sa crise globale et déjà on sent le vide qu'elle laisse en Amazonie et dans la sphère internationale. La COICA ne doit pas prolonger son absence dans les sujets complexes de débat national, régional et international. Que les grands Dieux l'illuminent et l'aident à trouver le chemin pour sortir de la crise où elle se trouve plongée. Les crises, ruptures et conflits sont douloureux, mais ils aident à purifier le corps social pour renaître grâce à une rénovation, une réforme et une restructuration institutionnelle avec des forces plus grandes et nouvelles. Plaise au Ciel que cela arrive !

Le Sommet des Amériques et les deux « Sommets indigènes »
Pendant que les Amazoniens se débattent entre deux COICA, dans un conflit de leadership où prévaut le chaos dans les organisations, en Patagonie est latente la menace de célébrer deux « Sommets indigènes ». De même que l'expérience que nous avons commentée sur « les désaccords indigènes à Genève » et « la crise de la COICA », se présente de nouveau la confrontation entre deux courants d'organisations indigènes qui n'arrivent pas à établir des accords ni des consensus pour célébrer de manière coordonnée le Sommet continental des peuples et organisations indigènes, qui doit se tenir en octobre prochain dans la République argentine.

Dans le contexte de la célébration du quatrième Sommet des Amériques qui doit avoir lieu à Mar de Plata les 4 et 5 novembre prochain, ont été lancées diverses initiatives de « sommets », « contre-sommets », espaces de consultation de la société civile organisée, dans le cadre officiel ou indépendant, et des propositions libres de divers secteurs sociaux historiquement exclus.

Dans le cadre du conclave des grandes puissances de l'hémisphère, il y aura une « inflation de sommets et contre-sommets » en même temps que la célébration du quatrième Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des Amériques qui se réuniront pour établir des accords stratégiques concernant l'agenda politique du continent.

Les représentants des peuples et organisations indigènes des Amériques se mobilisent autour de deux initiatives continentales. La première a pour leaders l'Assemblée des nations premières du Canada (APN), l'Organisation des nations des peuples indigènes d'Argentine (ONPIA) et la Confédération de peuples indigènes de Bolivie (CIDOB). Elles ont organisé le mois dernier au Guatemala la Consultation indigène méso-américaine qui s'est tenue les 1 et 2 Août à Santa Cruz de la Sierra. Elles ont nommé leurs Comités de planification régionale, analysé la situation des peuples indigènes d'Amérique ainsi que l'engagement

de l'OEA sur les thèmes indigènes et élaboré le document de base de leur déclaration politique.

Sur la base de cette Consultation indigène méso et sud-américaine, l'APN, ONPIA et CIDOB doivent tenir, en République argentine au mois d'octobre prochain, le Sommet des peuples indigènes des Amériques et canaliser leurs propositions politiques pour le quatrième Sommet des Amériques.

Plusieurs organisations indigènes de Méso-Amérique et d'Amérique du Sud ont répondu à cette invitation. Deux dirigeants indigènes du Mexique ont adhéré à cette initiative et ont été nommés membres du Comité de planification.

Le mois dernier a été lancée une seconde invitation pour célébrer, à la fin du mois d'octobre, à Mar de Plata en Argentine, le Sommet continental des peuples et organisations indigènes. La proposition vient essentiellement de la Coordination d'organisations mapuche d'Argentine (COMA) et de la Commission de juristes indigènes de la République argentine (CJIRA). Leur pronunciamiento politique et leur appel aux peuples originaires d'Abya Yala sont appuyés par plus de 15 organisations indigènes à dimension nationale et internationale. Elles ont formé un Comité national qui compte plus de 17 organisations locales et autant d'autres communautés indigènes d'Argentine. Elles ont aussi constitué un Comité politique international composé des divers représentants des principales organisations d'Abya Yala. Elles sont structurées en organisations de base, régionales et internationales.
Dans ce pronunciamiento politique, les organisations revendiquent le fait de ne pas prendre la tête d'une lutte nouvelle. Elles affirment reprendre et valoriser l'histoire du mouvement indigène continental, et en s'appuyant sur cette mémoire de la lutte des peuples, elles esquissent quelques thèmes centraux de leur agenda politique.

Il est impossible d'estimer combien d'autres organisations indigènes adhéreront à cette seconde proposition. Ce qui est indéniable, c'est que ce sont des acteurs politiques de premier plan et dont le travail a une dimension que personne n'a le droit d'ignorer. Paradoxalement, deux autres dirigeants indigènes du Mexique sont très actifs dans la promotion de ce second rassemblement ; l'un d'eux est même membre du Comité politique international, et il m'a fait ce commentaire : « on nous tiraille des deux cotés ».

La CIDOB présente la même situation et s'inscrit dans les deux rassemblements. Et ne parlons pas des organisations indigènes argentines, divisées et séparées par la carence de volonté politique pour concilier leurs positions. Ce qui va avoir lieu est une tragédie si on ne prend pas des décisions sages ; la collision qui va se produire en Argentine aura des effets désastreux pour le mouvement indigène d'Amérique latine. Je pense que nous sommes encore à temps pour agir.
Ma modeste expérience me fait penser qu'il n'y a pas d'autre alternative que le rapprochement des positions entre les deux courants d'organisations invitantes.

Le premier pas est la conciliation des intérêts entre les dirigeants indigènes d'Argentine eux-mêmes. Il n'est pas trop tard pour qu'ils établissent un pacte et une alliance stratégique. Aucun dollar américain ou canadien ne peut valoir plus que l'unité et la reconstitution de leurs communautés et des organisations politiques au niveau national.
Le second pas est que les acteurs extérieurs fassent preuve de volonté politique pour contribuer à ce processus et l'appuyer pour fortifier l'unité nationale indigène. Cela implique de « ne pas jeter de l'huile sur le feu » et d'arrêter ce « concert de chamailleries ».

Le troisième pas est de faire un effort pour l'unification de l'agenda de débat et surtout dans l'esquisse d'un document de base ou de déclaration politique unitaire qui reflète le véritable problème des peuples indigènes du continent.

Le quatrième pas est la désignation d'un petit groupe d' « ambassadeurs indigènes » pour établir des relations diplomatiques avec les responsables exécutifs du IVème Sommet des Amériques et négocier l'introduction d'un paragraphe sur la situation des peuples indigènes d'Amérique. Comme dans tout sommet et réunion de haut niveau diplomatique, il y a des procédures protocolaires qu'il faut commencer très vite. Dans l'avant-projet de Déclaration de Mar de Plata que les chefs de gouvernement et d'Etat

souscriront, le thème indigène est pratiquement inexistant. Seule une référence aux possibilités d'« emploi pour les peuples indigènes » et la réaffirmation dans l'article 31 qui dit exactement ceci : « Nous réaffirmons notre engagement de mener à terme, avec succès, les négociations dans le contexte de la Déclaration américaine sur les droits des indigènes ».

Dans l'avant projet du Plan d'action il n'y a aucun engagement concret envers les peuples indigènes d'Amérique. Il faut donc une négociation et une pression politique fortes pour inclure le thème indigène dans le projet de Déclaration politique et plan d'action des chefs d'Etat et de gouvernement.

Si cela s'avère nécessaire, on peut penser à un cinquième pas qui serait de mettre en place une instance ou formule d'intermédiation politique pour favoriser le dialogue et la construction d'alliances et de pactes entre les deux courants d'organisations indigènes. Cette commission d'intermédiation doit avoir une haute autorité morale et politique. On doit privilégier les personnalités du monde indigène : par exemple Wilton Littelchild, indigène canadien, co-président du Ie Sommet des peuples indigènes des Amériques à Ottawa en mars 2001, actuel membre du Forum permanent pour les questions autochtones de l'ONU. Je pense aussi à la haute autorité morale de dirigeants comme Mme Nina Pacari, membre également du Forum permanent.

Le sixième pas doit tisser des alliances avec d'autres initiatives de la société civile nationale et internationale pour joindre la voix des peuples indigènes au contexte global du Sommet des peuples. Il est indispensable d'unifier la voix des peuples indigènes et de ne pas lancer des déclarations dispersées qui se perdent dans le monde des papiers et des discours creux sans aucun impact pour nos peuples.

Vous tous et nous tous avons la parole.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2825.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : ALAI, 25 août 2005.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Nom indigène de l'Amérique latine.

[2] Peuple indigène de Bolivie, dans le départements de Beni, Pando et La Paz.